

# LE POUVOIR DE LA JEUNESSE



# Table des matières


<b>P. 3</b>	<b>Éditorial</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Équiper aujourd'hui la main-d'œuvre de demain</li><li>• Éco-écoles au Cambodge</li></ul>
<b>P. 5</b>	<b>Avancées du climat</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• La jeunesse nigériane : atout ou bombe à retardement ?</li></ul>
<b>P. 6</b>	<b>Interview</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Les jeunes prennent l'initiative en matière de climat dans le Pacifique</li></ul>
<b>P. 7</b>	<b>Reportages</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• RDC : protéger la forêt dès le plus jeune âge</li><li>• Madagascar : apprendre à l'école pour expliquer à la maison</li><li>• De jeunes gardes forestiers protègent la forêt amazonienne au Suriname</li></ul>
<b>P. 10</b>	<b>Le baromètre de l'AMCC+</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• L'AMCC/AMCC+ et les jeunes</li><li>• Activités de l'AMCC+ en coopération avec des enfants ou des jeunes</li></ul>
<b>P. 13</b>	<b>Les meilleures pratiques</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Apprendre à l'ère du changement climatique</li></ul>

## CRÉDITS PHOTO

Couverture :	Jeunes replantant des mangroves avec le programme surveillance de la biodiversité de la mangrove au Suriname, © UE AMCC+ 2020
Page 3 :	Des écoliers écoutent des gardes forestiers au Suriname, © UE AMCC+ 2020 photo Harvey Lisse
Page 4 :	Éco-école (école secondaire Chea Sim Angkor Chey) au Cambodge, ©UE/AMCC+
Page 5 :	Enfants au Nigeria ©Nigeria Climate Change Response Programme-NCCRP
Page 6 :	Felipe Veisa, © AMCC+ INTRA-ACP 2020
Page 7 :	Programme d'éducation environnementale à Yangambi, RDC, © CIFOR photo Axel Fassio
Page 8 :	Pratique de l'agroécologie par des élèves de 6e à Madagascar, © UE AMCC+ 2020 photo Rafalia Henitsoa
Page 9 :	Jeunes gardes forestiers au Suriname, © UE AMCC+ 2020 photo Harvey Lisse
Page 14 :	Formation par l'équipe de protection de l'Amazonie au Suriname, © UE AMCC+ 2020 photo Hervey Lisse
Dos :	Jeunes replantant des mangroves avec le programme surveillance de la biodiversité de la mangrove au Suriname, © EU GCCA+ 2020

Éditrice : Francesca Predazzi





# Équiper aujourd'hui la main-d'œuvre de demain

Jane Wilkinson

**« Une action ambitieuse  
en faveur du climat  
pourrait éviter 700 000  
décès prématurés dus à la  
pollution de l'air et créer  
65 millions de nouveaux  
emplois à faibles  
émissions de carbone »**

À l'approche du cinquième anniversaire de l'adoption de l'accord de Paris, notre (in) action collective face aux enjeux climatiques pourrait bien se solder par une élévation des températures de 3,2 °C (PNUE 2019). Pourtant, de plus en plus d'éléments tendent à prouver que le développement durable et la lutte contre le changement climatique sont mutuellement bénéfiques. Une action ambitieuse en faveur du climat, reposant sur des politiques sociales, environnementales et économiques bien équilibrées, pourrait, d'ici 2030, générer 26 000 milliards de dollars de bénéfices économiques mondiaux, éviter 700 000 décès prématurés dus à la pollution de l'air, créer 65 millions de nouveaux emplois à faibles émissions de carbone, augmenter de 2 800 milliards de dollars les recettes publiques et renforcer la participation des femmes au marché du travail.

L'actuelle pandémie de COVID-19 illustre bien à quel point une catastrophe planétaire systémique, comme le changement

climatique, peut affecter tous les secteurs de tous les pays et ébranler l'économie mondiale. Mais contrairement aux conséquences de la COVID-19, les pertes d'habitats marins et terrestres et les extinctions de masse dues au changement climatique seront irréversibles.

Dans le monde, des millions de jeunes se joignent aux appels en faveur d'un leadership responsable, de solutions sobres en carbone plus résilientes, d'une meilleure éducation et de la responsabilisation des investisseurs. L'attention est déjà en train de se tourner vers ce groupe de 1,31 milliard de jeunes de 5 à 15 ans qui, d'ici 2030, rejoindront le marché du travail mondial – alors probablement en pleine transformation. L'éducation au changement climatique a le pouvoir d'inciter ces jeunes à modifier durablement leur comportement, tout en les dotant des compétences culturelles, techniques et numériques essentielles pour s'épanouir dans un monde où le climat aura changé. Sans ce savoir-faire, le développement durable demeurera une utopie.



« D'ici 2030, les jeunes de 5 à 15 ans d'aujourd'hui entreront sur le marché du travail mondial, alors en pleine transformation »

« Au Cambodge, 500 000 élèves de la 10<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> année suivront des cours sur le changement climatique »

Au Cambodge, la Cambodia Climate Change Alliance, soutenue par l'AMCC+, intègre l'éducation au climat dans les programmes des écoles secondaires. La moitié des 16,7 millions d'habitants du Cambodge a moins de 22 ans et 3 millions d'enfants et adolescents entreront sur le marché du travail dans les dix prochaines années. À partir de cette année, 500 000 élèves de la 10<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> année suivront des cours sur le changement climatique, le profil de vulnérabilité de leur pays et les politiques, mesures et technologies pouvant servir à renforcer la résilience et réduire les émissions.

L'approche s'appuie en partie sur un projet pilote d'«éco-école», grâce auquel plus de 7 000 jeunes et responsables de l'enseignement se sont intéressés à des questions environnementales et liées au changement climatique. Les élèves et les enseignants ont participé à des projets de renforcement de

la résilience (par ex. plantation d'arbres et pratique de l'agriculture intelligente face au climat) et se sont penchés sur l'économie circulaire. Ce genre d'approche pratique déjà adoptée dans de nombreux pays pourrait être approfondi et adopté systématiquement en vue de contribuer au développement des compétences essentielles pour la main-d'œuvre de demain.

S'ils bénéficient d'une éducation adéquate et s'engagent en faveur du climat, les jeunes d'aujourd'hui feront augmenter la demande pour des solutions sobres en carbone plus résilientes et orienteront en ce sens les décisions d'investissement des secteurs privé et public. De la volonté politique, c'est tout ce qu'il faut pour exploiter le potentiel de la prochaine génération en vue d'une transition vers une économie plus résiliente et à faibles émissions de carbone.

## Éco-écoles au Cambodge

Au Cambodge, les pratiques d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ce phénomène ont été enseignées à plus de 7 000 élèves. Initialement, l'adaptation au changement climatique et son atténuation ne faisaient pas partie du programme d'enseignement national. Le projet « Mainstreaming Climate Change in Education » (Intégrer le changement climatique dans l'enseignement), soutenu par la Cambodia Climate Change Alliance, qui est financée par l'Union européenne, a changé la donne. À travers l'intégration de ce sujet dans le programme d'enseignement national, il a amélioré les connaissances des enseignants et élèves du secondaire sur le changement climatique. Des « éco-clubs » permettent par ailleurs aux élèves de participer à différentes activités : entretien d'un jardin biologique, pratique de l'agriculture résiliente, installation

de réservoirs d'eau, rénovation de toilettes, plantation d'arbres, création d'une petite forêt de démonstration, recyclage et transformation de déchets en objets...

Photos de l'école secondaire Chea Sim Angkor Chey dans la commune de Tani (province de Kampot).



# Avancées du climat

## La jeunesse nigériane : atout ou bombe à retardement ?



« La plupart des adultes d'aujourd'hui attachent toujours plus d'importance au bénéfice direct qu'au bien-être futur »

« Le problème de l'inégalité face au changement climatique est de plus en plus perçu comme un problème d'inégalité entre les générations »

« 43 % des Nigériens ont moins de 14 ans. Sans éducation au changement climatique, c'est une véritable bombe à retardement sur le plan de la consommation. »

Dans les années 1990 et 2000, les défenseurs de la justice climatique étaient souvent considérés comme des bonimenteurs de la société civile prônant des idées irréalistes. Aujourd'hui, en 2020, la justice climatique est devenue une pierre angulaire de la politique climatique. L'expression « transition juste » sous-tend l'ambition du pacte vert pour l'Europe d'arriver à une économie neutre en carbone d'ici 2050. Qu'est-ce qui a changé ?

Au-delà du casse-tête politique de la répartition du budget carbone entre les pays, le problème de l'inégalité face au changement climatique est de plus en plus perçu comme un problème d'inégalité entre les générations. Vu sous cet angle, il trouve un écho chez les jeunes du monde entier. Pour faire simple, disons que, quand ils ont le choix, les adultes d'aujourd'hui préfèrent encore se déplacer seuls dans une voiture climatisée plutôt que prendre un bus surchauffé, un train ou marcher, manger leurs légumes préférés tout au long de l'année sans se soucier de leur origine ou encore payer relativement moins cher pour une électricité issue de sources fossiles. Ils attachent plus d'importance au bénéfice direct de ces actions qu'au bien-être futur de leurs enfants et petits-enfants. Alors qu'il nous reste moins de 10 ans pour inverser la tendance et éviter les impacts les plus dévastateurs du changement climatique, des millions de jeunes considèrent que ces attitudes sont complètement dépassées et accusent les dirigeants d'aujourd'hui de leur voler leur avenir.

Prenons l'exemple du Nigéria, le pays le plus peuplé et le plus riche d'Afrique. Malgré ses abondantes ressources gazières et pétrolières, le Nigéria pour des multiples raisons est encore un pays à faible revenu. Sa population de 208 millions d'habitants devrait doubler d'ici 2050, tandis que sa capitale, Lagos, devrait compter pas moins

de 100 millions d'habitants d'ici 2100. Aujourd'hui, plus de 60 % des Nigériens ont moins de 25 ans et 43 %, moins de 14 ans – un taux ahurissant. Ce nombre très élevé de jeunes constitue un atout majeur, pourvu qu'ils acquièrent via l'enseignement et les formations les compétences nécessaires pour devenir des générateurs de revenus soucieux du climat dans une économie à croissance rapide et en pleine modernisation. Si le changement climatique et ces nouvelles compétences ne sont pas intégrés à leur éducation, cet atout se transformera en véritable bombe à retardement sur le plan de la consommation.

Sur le plan politique, un projet majeur de loi sur le changement climatique se fait attendre depuis plus de deux ans. Des partenariats internationaux, comme la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, mettent en œuvre des programmes qui forment les diplômés universitaires, y compris les femmes, à influencer efficacement les politiques. Mais, de manière générale, c'est la société civile qui assure la sensibilisation au changement climatique, en raison du manque de financement de l'éducation.

Des organisations de jeunes, comme l'International Climate Change Development Initiative Africa (ICCDIA), prennent l'initiative au niveau local, en développant par exemple le Teach Recycling Early Manual sur la gestion des déchets, l'un des problèmes urbains les plus urgents au Nigéria. Une hausse des financements nationaux et internationaux pourrait aider à élargir l'offre de formations pratiques à travers le pays, renforçant ainsi la demande pour des changements plus profonds au niveau des politiques nationales alors que les adolescents deviendront des adultes. Comme le dit l'ICCDIA : « les adolescents sont l'avenir de notre monde et notre survie dépend d'eux. »



Jane Wilkinson

# Interview

## Les jeunes prennent l'initiative en matière de climat dans le Pacifique

Felipe Veisa est un jeune ambassadeur pour le climat particulièrement actif de la région du Pacifique. Comment assumez-vous ce rôle ?

Devenir un chef de file de l'action pour le climat est un vrai défi, mais c'est aussi très gratifiant. Cela requiert de l'engagement, ainsi que le soutien de tous les segments de la société, y compris au niveau local. Je suis reconnaissant que la région du Pacifique soit désormais passée à l'action. Les Fidji, d'où je suis originaire, ont par exemple présidé la COP23. Dans le cadre de ma fonction, il est essentiel de sensibiliser le public au changement climatique et de joindre le geste à la parole. L'une de mes principales missions, ici, à l'Université du Pacifique Sud (USP), consiste à promouvoir les programmes et les cours du Centre du Pacifique pour l'environnement et le développement durable (PaCE-SD) de l'USP pour les jeunes, les diplômés et les professionnels qui ont terminé leur premier cycle d'études et souhaitent poursuivre leur carrière dans le domaine du changement climatique. Ils pourront ensuite rentrer dans leur pays et leur communauté et appliquer ce qu'ils ont appris ici dans la lutte contre les impacts du changement climatique. En dehors de mon travail, je discute aussi avec des groupes de jeunes à l'église de l'importance de comprendre les questions liées au changement climatique. Cela a débouché sur le lancement d'un nouveau programme, baptisé « Initiative Youth Program », qui implique des activités telles que la plantation de mangroves, le nettoyage de l'estran et la promotion des potagers familiaux pour améliorer la sécurité alimentaire.

Quelles actions entreprenez-vous pour sensibiliser la communauté locale, et les jeunes en particulier, aux questions climatiques ?

Nos communautés locales sont bien conscientes du problème du changement climatique, et ce, principalement grâce aux jeunes. En plus du « Initiative Youth Program », nous proposons aussi des cours en ligne ouverts à tous (MOOC) sur le changement climatique, une opportunité que saisissent de nombreux jeunes de nos régions pour mieux comprendre le changement climatique et ses impacts.

Avez-vous un message inspirant à faire passer aux jeunes de votre région et des autres pays ACP sur la façon dont ils peuvent contribuer concrètement à la résilience au changement climatique ?

Les jeunes sont l'avenir ! Nous devons commencer à prendre soin de notre planète avant qu'il ne soit trop tard. Le changement climatique est réel et il a lieu maintenant. Avec une vision mondiale et des efforts locaux, nous pourrions maintenir la hausse des températures en dessous de 1,5 °C. La résilience au changement climatique commence au niveau individuel et, pour ce faire, l'éducation est la clé ! Nous devons éduquer nos jeunes à la réalité du changement climatique et leur apprendre les méthodes permettant de l'atténuer, de s'y adapter et de devenir plus résilients.

*Interview par Jean-Rémy Dave  
Expert en communication et gestion des connaissances, intra-ACP, AMCC+*



### Masters en changement climatique de l'AMCC+ dans le Pacifique

Le projet PACRES, financé par l'Union européenne, a annoncé les noms de cinq étudiants qui bénéficieront d'un programme de bourse leur permettant de suivre à temps plein un master en changement climatique et sécurité alimentaire. L'Université du Pacifique Sud (USP) met en œuvre plusieurs composantes de deux projets de l'AMCC+ de l'UE : « Scaling up Pacific Adaptations » (SUPA) et, au titre du programme intra-ACP, « Pacific Adaptation to Climate Change and Resilience Building » (PACRES).

#### Felipe Veisa

Felipe Veisa est le coordinateur des étudiants du programme sur le changement climatique du Centre du Pacifique pour l'environnement et le développement durable de l'Université du Pacifique Sud, l'un des principaux partenaires du programme intra-ACP de l'AMCC+ dans le Pacifique.



# Reportage

## RDC : Protéger la forêt dès le plus jeune âge



**« Batela zamba, tokobatela zamba, toloni nzete, tokobatela zamba » - protégeons nos forêts et plantons des arbres – est devenue la nouvelle chanson préférée des enfants de Yangambi »**

**« Le projet a permis de créer plus de 600 emplois directs, de former plus de 220 étudiants de deuxième ou de troisième cycle, de restaurer environ 300 hectares, et de planter 300 000 arbres »**

**« Ce programme fait partie d'un effort ambitieux visant à transformer le paysage de Yangambi – la réserve de la biosphère »**

*'Batela zamba, tokobatela zamba, toloni nzete, tokobatela zamba' – protégeons nos forêts et plantons des arbres – est devenue la nouvelle chanson préférée des enfants de Yangambi.*

C'est la journée nationale de l'arbre, instituée en 1986 pour célébrer les arbres et leur importance pour la société, l'économie et l'environnement du pays. Une journée très spéciale destinée à rappeler à tous les citoyens que l'avenir du pays est tributaire de la biodiversité et de la vitalité de ses forêts.

Les enfants et les jeunes de Yangambi, en République démocratique du Congo, apprennent à protéger la forêt et à prendre soin de l'environnement à l'école. Un programme innovant d'éducation à l'environnement, soutenu par l'Union européenne par l'intermédiaire de l'AMCC+, aide les élèves des communautés forestières à comprendre l'importance de l'utilisation durable des ressources naturelles et les encourage à agir dès leur plus jeune âge.

« L'éducation à l'environnement devrait faire partie du cursus général », déclare Joëlle Grandjean, qui est responsable du programme d'éducation environnementale. « Dès leur plus jeune âge, il est essentiel que les enfants comprennent comment les forêts contribuent aux moyens d'existence de leurs familles et communautés, et comment les générations à venir peuvent aussi bénéficier de toutes les ressources procurées par la forêt. »

Le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR) a organisé un atelier dynamique où les enfants apprennent à protéger la forêt et à prendre soin de l'environnement. « J'aime beaucoup ce que je fais, les enfants ont tellement d'énergie, et ils sont si désireux d'apprendre », affirme Éric Basosila, l'un des animateurs de cet atelier, qui vient d'obtenir son diplôme d'études supérieures en gestion durable des forêts à l'Université de Kisangani (UNIKIS). « Cela me permet d'utiliser ce que j'ai appris à l'université pour impulser un réel changement dans les communautés », ajoute-t-il.

« Nous avons une équipe d'éducation à l'environnement, formée par des personnes qui connaissent ces communautés, par des experts des forêts et des spécialistes de la pédagogie », précise J. Mayaux. Ce programme fait partie d'une entreprise ambitieuse visant à transformer le paysage de Yangambi (la Réserve de biosphère et ses alentours), en un site où la conservation des forêts et la recherche scientifique contribuent à améliorer les conditions de vie des populations locales. Financés par l'Union européenne, les projets FORETS (Formation, Recherche, et Environnement dans la Tshopo) et YPS (Yangambi Pole Scientifique) ont permis de créer, depuis 2017, plus de 600 emplois directs, de former plus de 220 étudiants de deuxième ou de troisième cycle, de restaurer environ 300 hectares, et de planter 300 000 arbres.

**Ahtziri Gonzalez**

# Reportage

## Madagascar : apprendre à l'école pour expliquer à la maison



**« Près de 2000 de la région de Vakinankaratra ont bénéficié d'un nouveau projet sur l'agriculture climato-intelligente »**

**« Nous avons ajouté l'agro-écologie aux programmes scolaires pour familiariser les enfants à l'agriculture durable dès leur plus jeune âge »**

**« Une fois qu'ils ont vu nos parcelles tests, les agriculteurs ont été convaincus »**

Un champ au milieu des Hautes Terres de Madagascar ne correspond pas véritablement à l'image que l'on se fait d'une salle de classe traditionnelle. Et pourtant, les élèves qui travaillent au milieu des plants de riz, de l'eau jusqu'aux genoux, apprennent de précieuses leçons sur l'agriculture durable – des enseignements qu'ils transmettront aux agriculteurs locaux. Comme le dit un vieux proverbe malgache « L'éducation est l'héritage le plus précieux ».

Près de 2000 collégiens de 12 Collège d'Enseignement Général (CEG) de la région de Vakinankaratra ont bénéficié d'un nouveau projet sur l'agriculture climato-intelligente, le projet Manitra 2, financé par l'AMCC+, l'initiative phare de l'Union européenne dans la lutte contre le changement climatique. « Nous avons ajouté l'agro-écologie aux programmes scolaires pour familiariser les enfants à l'agriculture durable dès leur plus jeune âge, » explique Rivosoa Vero Dina Ramanankihantana, professeur au CEG de la communauté reculée d'Ambolimandroso.

Ces vingt dernières années, plus de 3,5 millions d'hectares de forêts ont été détruits par la culture sur brûlis. De surcroît, les fortes précipitations qui s'abattent sur la région provoquent une érosion des sols et des crues soudaines. Les agriculteurs des Hautes Terres pratiquent la riziculture irriguée, mais les terres adaptées se font rares désormais et les rizières transmises de génération en génération sont de moins en moins appropriées à cette culture. Une solution à ce problème pourrait être la culture de variétés de riz pluvial, une pratique adaptée aux pentes raides de la région.

Le directeur d'école Franc Coeur Sousoukou espère que ces nouvelles pratiques

agricoles lancées par les jeunes (notamment l'utilisation de paillage à base de maïs ou de pois) mèneront à une nette augmentation du rendement du riz. 'Nous avons couvert la première parcelle de haricots de mucuna et nous estimons que nous pourrions obtenir environ 5,5 tonnes par hectare – c'est une augmentation significative.'

À une demi-heure de route, à Antsoatany, Harson Andrianaina enseigne à ses élèves de cinquième année les théories et pratiques de l'agriculture de conservation. « Une fois qu'ils ont vu nos parcelles tests, les agriculteurs ont été convaincus, » ajoute Harson. « Certains ont même déjà retravaillé leurs terres et planté des semences de pois mascate. L'un d'eux vit à quelques centaines de mètres de l'école et en a semé sur un demi-hectare. »

Lalaina Eric Arthur Vonjisoa, un agriculteur local, confirme avoir beaucoup appris des parcelles tests cultivées par les élèves. « Il s'agissait de terres non cultivées, et pourtant, une fois le riz pluvial planté et fertilisé par les pois mascate, la récolte a été impressionnante. Même les passants ont remarqué que le rendement du riz pluvial est bien meilleur que celui du riz irrigué des rizières environnantes. »

Selon Rakotondramanana, les élèves sont aujourd'hui plus ouverts à de nouvelles pratiques agricoles. « Ils sont vraiment motivés. Ils comprennent qu'on leur enseigne une méthode différente de celle de leurs parents – ce qui signifie qu'ils peuvent leur apprendre quelque chose. La plupart de ces jeunes viennent de familles de paysans de père en fils, et il est très probable qu'ils suivent les traces de leur père à la fin de leur scolarité. Il est donc crucial qu'ils soient sensibilisés à la dégradation des sols. »

**Martin Atkin**



# Reportage

## De jeunes gardes forestiers protègent la forêt amazonienne au Suriname



**« Les gardes forestiers sont de jeunes hommes et femmes formés par l'Amazon Conservation Team »**

**« Avant de quitter le village et d'entrer dans la forêt, les gardes forestiers font une halte à l'école locale »**

**« Les gardes forestiers inspectent, mesurent et enregistrent les arbres abattus »**

Survolant la canopée, un drone capture des images aériennes d'un groupe de jeunes qui se préparent à pénétrer dans l'immense forêt amazonienne du Suriname. Domitsio, Fransje, Fernando et Priscilla ont tous grandi dans le village voisin de Pusugrunu, au bord du fleuve Saramacca, et connaissent cette région comme leur poche.

Désormais, les quatre amis – qui ont bénéficié d'une formation pour devenir gardes forestiers – mettent leurs connaissances locales au service de la protection de la forêt tropicale. Aujourd'hui, ils vont passer leur temps à inspecter, mesurer et collecter des données sur l'abattage des arbres. Johan, leur formateur, leur donne les dernières informations avant qu'ils ne pénètrent dans la forêt, où ils utiliseront les compétences et l'équipement acquis durant la formation.

Les gardes forestiers sont de jeunes hommes et femmes formés par l'Amazon Conservation Team (ACT) dans le cadre de l'AMCC+, le programme phare de l'UE contre le changement climatique. L'ACT entend mettre en place un programme de gardes forestiers pour la conservation de la nature à travers le territoire des marrons Matawai, en vue d'améliorer le suivi local et la collecte de données.

Avant de quitter le village et d'entrer dans la forêt, les gardes forestiers font une halte à l'école locale, où Fransje montre aux élèves un documentaire sur les traditions et les terres des Matawai. Les marrons Matawai du Suriname, des descendants d'esclaves africains qui ont fui dans la forêt tropicale, occupent leur territoire ancestral depuis des centaines d'années.

Les gardes forestiers montent ensuite dans les pick-up et prennent la direction de la dense forêt amazonienne, où l'on aperçoit au bord de la route des troncs d'arbres coupés par les sociétés d'exploitation forestière à l'œuvre dans cette partie de la forêt. Fernando et Domitsio inspectent, mesurent et enregistrent les arbres abattus pour aménager une nouvelle route, tandis que Priscilla note les données.

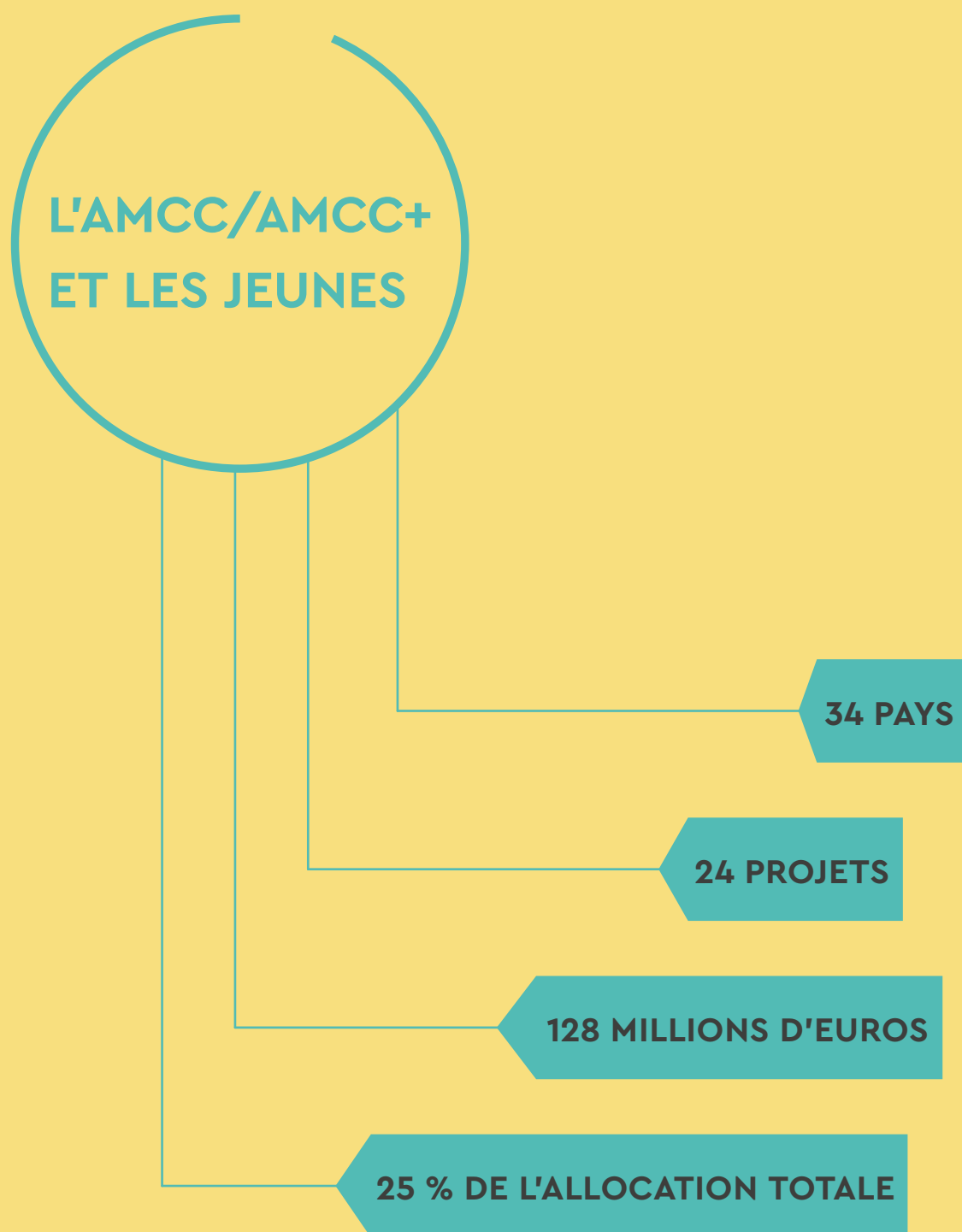
Les jeunes découvrent ensuite un arbre qui a été abattu et poussé sur le côté par une société d'exploitation forestière pour créer ce que l'on appelle un « sentier de débardage » – une route temporaire donnant accès à de nouveaux sites d'exploitation. Les gardes forestiers sont les yeux et les oreilles des chefs de la communauté. Ils les aident à réagir plus rapidement en cas de crise, comme une incursion illégale par des mineurs ou bûcherons.

Le programme de formation de l'ACT vise à renforcer les capacités du gouvernement à recueillir des données et à assurer le suivi de l'exploitation forestière sur le terrain, et donc à protéger les paysages forestiers encore intacts. Les gardes forestiers organisent régulièrement des expéditions de reconnaissance et de surveillance dans la forêt pour mieux comprendre les principes de l'exploitation à faible impact (EFI), protéger la biodiversité, prévenir les incursions et éviter les pratiques néfastes pour l'environnement. La formation de membres des communautés locales s'appuie sur leur volonté de favoriser le développement durable, de générer des revenus et d'améliorer la sécurité alimentaire. Une fois le programme terminé, au moins un tiers des gardes forestiers seront des jeunes femmes, à l'instar de Fransje et Priscilla.

**Martin Atkin**

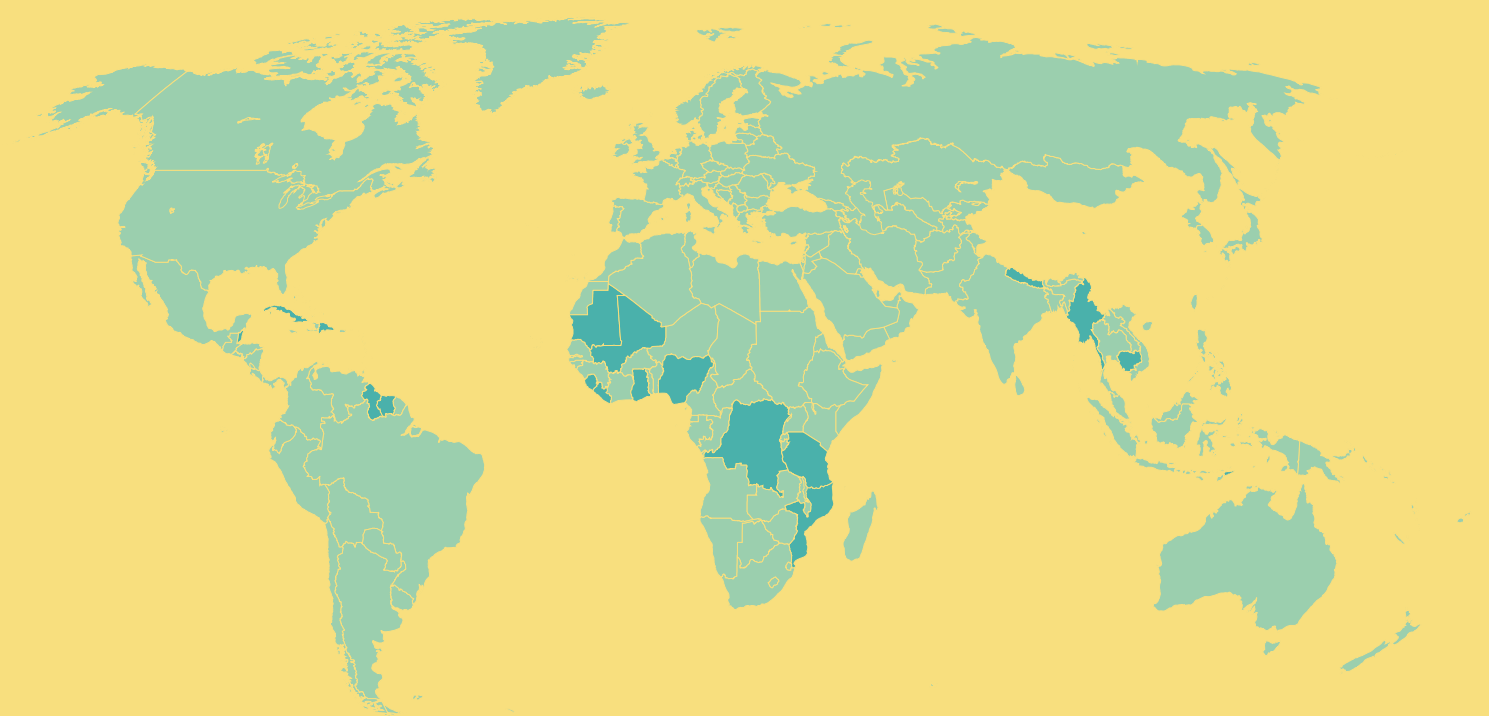
# LA BAROMÈTRE DE L'AMCC+

---





## PRINCIPAUX PAYS D'INTERVENTION



BELIZE, CAMBODGE CAP-VERT, CUBA, COMORES, GHANA, GUYANA, LIBERIA, MALDIVES, MALI, MAURITANIE, MOZAMBIQUE, MYANMAR, NÉPAL, NIGERIA, PACIFIQUE, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, RDC, SIERRA LEONE, SURINAME, TANZANIE, TIMOR-ORIENTAL

## FICHE D'INFORMATION DE L'AMCC+ : LA JEUNESSE ET LE CLIMAT



## ACTIVITÉS DE L'AMCC+ AVEC DES ENFANTS OU DES JEUNES

Projects	ACTION		Pourcentage du portefeuille de l'AMCC/AMCC+
 10	SENSIBILISATION GÉNÉRALE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES ÉCOLES		12 
 8	MOBILISATION DES JEUNES EN FAVEUR D'ACTIONS D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET D'ATTÉNUATION : PLANTATION D'ARBRES, GESTION DES DÉCHETS, SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE, POTAGERS SCOLAIRES, CONSERVATION DE L'EAU, PROTECTION DE LA MANGROVE ET SURVEILLANCE CÔTIÈRE, CRÉATION DE CLUBS ENVIRONNEMENTAUX		9 
 6	DÉVELOPPEMENT ET INTRODUCTION DE PROGRAMMES D'ENSEIGNEMENT DU CHANGEMENT CLIMATIQUE		7 
 3	GÉNÉRATION D'ÉNERGIE PROPRE DANS LES ÉCOLES (PANNÉAUX SOLAIRES ET BIOGAZ)		3 
 2	ÉLABORATION DE MATÉRIEL ÉDUCATIF SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE		2 
 1	SURVEILLANCE DU CLIMAT DANS LES ÉCOLES (COLLECTE DE DONNÉES MÉTÉOROLOGIQUES)		1 

## APPRENDRE EN JOUANT



LE JEU DES 5 « P »



LE MEMORY DU CLIMAT



LE FUN QUIZ SUR L'AMCC+





# Les meilleures pratiques

## Apprendre à l'ère du changement climatique

Les jeunes jouent un rôle majeur dans la lutte contre le changement climatique, en tant qu'acteurs potentiels mais aussi personnes les plus affectées par ses impacts. Les actions pour le climat impliquant des jeunes devraient donc faire partie intégrante des réponses globales et spécifiques au changement climatique. « L'éducation au changement climatique aide les jeunes à comprendre et à tenter d'atténuer l'impact du réchauffement planétaire, les encourage à changer d'attitude et de comportement et facilite leur adaptation aux tendances liées au changement climatique », déclare l'UNESCO.

L'AMCC+ distingue deux types de bonnes pratiques :

### 1. L'offre d'espaces physiques et virtuels d'interaction et d'accès aux données scientifiques et connaissances sur le climat

L'AMCC+ s'emploie à développer une grande quantité de ressources et de forums en ligne ciblant les jeunes et facilitant leur accès aux données scientifiques et aux connaissances empiriques sur le climat. Actuellement, l'AMCC+ collecte et partage des success stories, des outils, des bonnes pratiques et des données scientifiques.

Les conférences internationales offrent aussi des opportunités d'interaction avec les jeunes. Ainsi, la première Réunion sur la résilience dans le Pacifique, organisée en 2019, avait pour thème « L'avenir des jeunes dans un Pacifique résilient ». Elle a réuni plus de 300 participants

– des étudiants, des décideurs politiques, des acteurs de la société civile, des représentants du secteur privé et des scientifiques. Un événement régional similaire à Trinité-et-Tobago a réuni de jeunes chercheurs des Caraïbes. L'AMCC+ octroie par ailleurs des bourses pour des études à l'Université du Pacifique Sud, basée à Fidji.

### 2. L'éducation des jeunes au changement climatique et au développement durable

Au niveau mondial, l'AMCC+ développe des modules de formation pour les jeunes et les adultes, et relaie d'autres ressources éducatives (par ex, MOOC d'institutions internationales ou ressources éducatives nationales). Des jeux sont aussi élaborés pour le grand public et à des fins éducatives. La collaboration directe avec les écoles s'articule autour de trois grands axes :

- Activités de sensibilisation : activités ad hoc et visites de terrain, par exemple aux Comores, au Mali, en Mauritanie, au Myanmar, au Népal et en Sierra Leone. Ces activités s'appuient sur un cours destiné aux enseignants et sur l'élaboration de matériel éducatif formel et informel. En fonction des spécificités du pays, des programmes de formation sectorielle sont développés pour les écoles primaires et secondaires : risques du changement climatique pour la santé aux Kiribati, gestion des déchets au Liberia et au Nigeria, exploitation forestière au Cap-Vert et aux Comores, et mangroves au Belize.

**« Les jeunes sont à la fois des acteurs potentiels du changement climatique et les personnes les plus affectées par ses impacts »**

**« La plantation d'arbres, les potagers, le suivi des précipitations ou encore les systèmes d'alerte précoce pour étudiants font partie du travail de l'AMCC+ avec les écoles »**

**« Les écoles contribuent à la sensibilisation au changement climatique et à la conservation de l'eau »**



**Christophe Legrand**

- Apprentissage grâce aux pratiques durables et activités de surveillance : plantation d'arbres, potagers ou suivi des précipitations dans des clubs environnementaux au Ghana, sur les îles Marshall et en Tanzanie ; systèmes d'alerte précoce en cas de sécheresse ou d'inondation pour les étudiants et le personnel au Mozambique ; éducation à l'importance de la mangrove à travers des visites et des camps pour les jeunes au Guyana. À Niué et à Nauru, les écoles contribuent à la sensibilisation au changement climatique et aux pratiques de conservation de l'eau ; à Tonga, les enfants sont impliqués dans la sensibilisation à la protection et à la surveillance des côtes ; sur les îles Marshall, les écoles se lancent dans la plantation d'arbres et l'entretien de potagers.
- Intégration complète dans le programme d'enseignement : avec l'aide de l'Union européenne, certains pays ont développé leurs propres programmes d'écoles écologiques (Seychelles). Grâce au soutien de l'AMCC+, le Cambodge s'emploie à intégrer le changement climatique dans tous les programmes d'enseignement, du primaire à l'université, ainsi que dans tous les programmes de formation professionnelle.

Liens utiles :

<https://www.gcca.eu/fr/knowledge/communicating-and-sharing-knowledge>

<https://www.gcca.eu/fr/resources>







## L'AMCC+ L'ALLIANCE POUR UN MONDE QUI CHANGE

L'Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (AMCC+) est une initiative phare de l'Union européenne qui aide les pays les plus vulnérables de la planète à relever le défi du changement climatique. Lancée en 2007, l'AMCC est devenue une initiative climatique majeure de l'UE, avec plus de 80 programmes en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes et dans le Pacifique.

Rejoignez notre communauté

<https://europa.eu/capacity4dev/gcca-community>

[www.gcca.eu](http://www.gcca.eu)



**AMCC+**

ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE



Funded by  
the European Union



#GCCAPLUS #EUCLIMATEACTION #EUGREENDEAL

SEPTEMBRE 2020

Cette publication est disponible uniquement sous format électronique. Elle a été préparée par la Facilité d'appui de l'AMCC+. Elle ne reflète pas l'opinion officielle de la CE ou des institutions de l'UE. La CE décline toute responsabilité quant à son contenu.